LE NOUVEAU LYON

On s'abonne sans frais dans tous les Bureaux de Poste

JOURNAL RÉPUBLICAIN QUOTIDIEN

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

ABONNEMENTS

Table with subscription rates for Rhône, Ain, Isère, Loire, Saône-et-Loire, and other departments.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

de 9 heures du matin à minuit LYON - 7, Place des Terreaux, 7 - LYON

ANNONCES

Les Annonces du "NOUVEAU LYON" sont reçues: A LYON: AU BUREAU DU JOURNAL, Place des Terreaux, 7

BULLETIN DU JOUR

A la Chambre, discussion du budget de la guerre.

La décision du gouvernement d'envoyer une escadre à Kiel est vivement et très diversement commentée.

Une lettre du ministre de la marine au commandant Bienaimé délimite les attributions du commandant de nos forces navales à Madagascar.

On assure que Canivet a été rayé des cadres de la Légion d'honneur.

Lire à la 3e page nos dépêches de la dernière heure.

Famille Militaire

C'est un sentiment bien humain dans son naïf égoïsme, celui qui, à propos de tout accident arrivé dans l'armée, se fait jour par cette phrase stéréotypée: « Depuis que tous nos enfants passent par le régiment, nous avons le droit d'exiger des pouvoirs publics qu'ils s'intéressent à leur santé et à leur bien-être. » Rien, en effet, de plus naturel et de plus juste.

Ainsi donc, quand c'était le petit nombre qui avait charge de la défense de la Patrie, mission de se faire tuer pour assurer à leurs concitoyens la paix et la sécurité, il paraît que cela ne comptait pas aux yeux du pays, leur santé et leur bien-être? Ces braves garçons qui quittaient leurs foyers pour sept ans, n'ayant pas les moyens de se payer « un homme » ces fils de famille épris de gloire militaire qui, avec à peine de la barbe au menton, échangeaient les douceurs de la maison paternelle contre la dure discipline de la caserne — autrement dure alors qu'aujourd'hui — ces vaillants soldats qui portaient l'honneur du drapeau français sur tous les points du globe, de tous ceux-là, paraît-il, il n'y avait pas à prendre souci. On s'en faisait un spectacle quand ils passaient par les rues, musique en tête, drapeaux au vent, on se glorifiait de leurs exploits, on s'en paraît comme d'une plume à son chapeau. Quand ils tombaient sous les balles on disait: « Pauvres diables! » et c'était tout.

Est-ce donc qu'aujourd'hui on est trop cruel? Ou serait-ce qu'aujourd'hui on se montre d'une sensibilité peut-être excessive? Je ne sais, mais, qu'il en soit de l'un ou de l'autre, il est vraiment étonnant que la sollicitude pour la nouvelle armée se manifeste sous forme d'ingratitude pour l'ancienne.

Depuis lors, il est vrai, les circonstances ont doublé de change. Le malheur veut que le service obligatoire se trouve justement concorder avec un affaiblissement sensible de la race, et que la passion d'aligner, au moins sur le papier, des effectifs formidables oblige à incorporer les faibles avec les forts. Et, de fait, comment et à quelle limite, faire le départ entre eux? Devant cette pauvre jeunesse que tant de causes ont étiolée, il faudrait, pour concilier les devoirs de l'humanité avec les nécessités de la vie de soldat, en éliminer tant et tant qu'on les prend tous au tas, sans y regarder de trop près.

Le malheur veut encore qu'à cet affaiblissement physique se joigne l'affaiblissement moral tenant à l'ébranlement de l'autorité familiale, aux molleses de l'éducation descendant de classe en classe jusqu'aux plus humbles milieux, qui amènent l'enfant à l'âge d'homme sans qu'il ait, en quelque sorte, connu l'obéissance et la contrainte. Alors, on juge de l'effet de cette transplantation soudaine dans un milieu où, même allégés jusqu'aux dernières limites du possible, les liens de la discipline lui semblent d'intolérables chaînes. De là, plaintes qui trouvent dans les familles un écho trop complaisant, récriminations dont s'empare, pour leur donner une publicité malsaine, la sentimentalité émotionnelle à l'ordre du jour.

Cela était fatal dès qu'à la place du « vieux soldat » vieux quand même il était jeune d'âge, par cet effet d'entraînement, fruit du contact avec les anciens, d'exemples d'endurances données et reçues, de traditions jalou-

sement conservées et transmises, on avait le « petit soldat » — deux mois bien caractéristiques de deux époques bien différentes. Touchant, celui-ci, mais triste au fond parce qu'il évoque l'idée ou d'enfants poussés à des besognes trop dures pour eux, ou de ces mêmes besognes abaissées et amoindries pour être ramenées à leur taille. Des « petits soldats », il y en a eu autrefois et même d'héroïques encadrés et entraînés par les vieux. Mais une armée de petits soldats, cela inquiète l'esprit comme un non sens.

Sans doute, si c'est un mal, c'est un mal nécessaire et il faudrait l'accepter comme une de ces fatalités humaines contre lesquelles, à chaque pas, se heurte notre effort. Au lieu de cela, on trouve plus simple et plus facile de s'en prendre aux chefs qui, condamnés au mutisme par le devoir, doivent en durer en silence les suspensions les plus injustes et les plus odieuses, plus dures à affronter, — oh! combien! — que les balles de l'ennemi qui les tue mais qui les respecte et parfois les admire...

Enfin, soit, admettons la bonne foi de ceux qui nient les vertus militaires pour n'être pas à même de les connaître. Mais ne leur est-il donc jamais venu à l'esprit cette chose si simple, que l'intérêt des chefs est d'accord avec les sentiments d'humanité pour les rendre attentifs à épargner à leurs hommes toute surcharge inutile dans le service? Est-ce que l'expérience, qui sert dans tous les autres métiers à ménager son outillage pour en tirer le meilleur parti possible, chez les seuls professionnels de l'armée ne servirait de rien? Est-ce que celui dont la vie s'est passée à dégrossir longuement, patiemment, de nombreuses générations de « bleus » n'est pas apte plus que quiconque à connaître la limite qui sépare l'entraînement du surmenage? Est-ce que les soins que le cavalier a pour son cheval, l'officier ne l'aurait pas pour les hommes? Sentiment de propriété? Mais la santé, le bien-être, l'entraîne du soldat, c'est en une certaine façon aussi la propriété du chef, ce sur quoi il s'appuie pour fonder sa propre fortune. C'est, humanité à part, pour un colonel, affaire de bonnes notes et par conséquent d'avancement, d'avoir le régiment le mieux tenu, le plus dispos, comme aussi le plus affectueux. Et il le sait bien qu'on ne tient ses hommes dans la main qu'à la condition de représenter pour eux, autant que l'autorité, la sollicitude et la justice.

Ah! cette affection du soldat pour le chef, qui a existé si longtemps et que tout le monde aujourd'hui semble force elle pesait sur la destinée des armées! Si elle ne suffisait pas pour assurer la victoire, du moins donnait-elle du cœur pour lutter jusqu'au bout. Et c'était, jusque dans la défaite, une douceur de s'appuyer les uns sur les autres. Témoins, pour ne parler que de ceux-là, ces soldats de la reddition de Metz qui, au moment de se séparer de leurs officiers, les entouraient, se serraient autour d'eux, les embrassaient en sanglotant. Qui les a entendus, ces inoubliables récits faits longtemps après, avec encore, des larmes dans les yeux, ne savait ce qui le touchait le plus, de la grandeur funèbre de ce dernier acte d'une tragédie héroïque ou de la beauté de ce lien militaire fortifié par le malheur, sans doute, mais non créé par lui, car où l'amour ne préexiste pas, le malheur n'engendre que la haine. Ah! ils n'accusaient pas leurs chefs de les avoir trahis, ceux-là!

Depuis lors, il n'est pas probable que l'armée ait démerité, alors que, de l'aveu et par l'effort de tous, ces vingt-cinq ans ont été employés à essayer de l'améliorer et de la fortifier encore. En tous cas, si au point de vue de la discipline, des changements sont produits, c'est plutôt dans le sens de l'adoucissement que dans celui de la sévérité, l'influence de l'amolissement des mœurs se faisant sentir là comme partout.

Aussi sont-ils bien coupables ceux qui s'arment d'un sentiment généreux pour commettre une action mauvaise et dissolvante, car ils mettent leurs contradicteurs dans la fâcheuse situation de paraître en les combattant, manquer de cœur et d'humanité. Mais que dis-je? Une réponse vient de leur être faite, d'une cruelle éloquence, celle-là, la mort de ce lieutenant-colonel Azan, victime de sa sollicitude pour ses hommes malades. Quelle réponse! Et qui devrait faire monter le rouge de la honte au front des colonialistes de l'armée.

Hélas! rien ne sert contre le parti-pris et ils recommenceront demain! Marie-Anne de Boyet.

Lettre Parisienne

Paris, 4 mars. Le budget de la marine. — Politiques diplomatiques.

Si la discussion du budget des colonies traîne, celle du budget de la marine ne sera pas moins longue. Pensez donc à tout ce qu'on va entendre sur la Magenta, le Brennus, les gaspillages et les transports, la défense de côtes et les magasins! Cela n'en finira pas.

Qu'il y ait beaucoup à faire dans l'administration de la marine, c'est certain. Le gouvernement le sait et voudra le faire; mais les difficultés sont grandes. Notre organisation maritime est bien ancienne; elle a besoin d'être renouvelée de fond en comble. Cela ne se fait pas en un jour.

Qu'est-ce que nous faisons de cinq arsenaux? Deux suffiraient: un sur l'Océan, l'autre sur la Méditerranée; mettez-en trois si vous voulez, c'est tout. Essayez donc, pour voir, de supprimer deux arsenaux; vous n'en tirerez des nouvelles!

Ce sont des réformes qui ne peuvent se faire que lentement, avec le temps, et que le gouvernement seul peut étudier.

Il conviendrait surtout de ne pas faire entrer la politique dans ces questions et de ne pas s'occuper de partis quand on parle de la marine.

Les marins sont des braves constamment aux prises avec le péril. Ce sont eux qui font respecter partout le drapeau de la France. Ils n'ont au cœur qu'un seul sentiment, mais profondément gravé, l'amour de la patrie. Cela doit nous suffire; nous n'avons pas le droit d'exiger d'eux autre chose.

Le comte Nigra, ancien ministre d'Italie à Paris, vient de publier une revue rétrospective des événements de 1870, dans laquelle il expose pourquoi l'Italie et l'Autriche ne sont pas venues à notre secours.

Il n'y a rien de bien nouveau dans ce qu'il dit. Son récit est néanmoins très commenté dans le monde politique. On veut voir une tentative politique ayant pour but de prouver aux Français que l'Italie a toujours été leur amie de cœur plus que la Russie.

Je doute que le comte Nigra atteigne le but qu'il s'est proposé, si toutefois il s'en est proposé un.

L'histoire de 1870 est très connue. Le roi Victor Emmanuel était prêt à courir au secours de Napoléon III, si celui-ci laissait le champ libre à l'Italie pour occuper Rome. Napoléon s'y est refusé, et les ministres du Roi n'ont pas voulu consentir à l'envoi de troupes. Victor Emmanuel, étant roi constitutionnel, n'eut qu'à s'incliner. Maintenant Napoléon a-t-il été habile ou non? C'est une autre affaire; on ne peut la juger que selon le point de vue auquel on se place.

Tout cela du reste n'a que la valeur d'un potin inutile quel qu'en soit le but.

La France a tourné ses yeux vers la Russie. Les souvenirs qu'on exhume remontent à 25 ans; l'intérêt qu'ils peuvent avoir est purement historique.

Service téléphonique LES FÊTES DE KIEL

Paris, 5 mars. Le Figaro donne les détails suivants sur l'acceptation de l'invitation de l'Allemagne par le gouvernement français:

La décision d'accepter l'invitation de l'empereur Guillaume avait été prise par les ministres il y a quelques jours déjà, mais elle n'a pu être portée plus tôt à la connaissance du public, ni à celle de l'Allemagne. On attendait, en effet, le règlement d'un accord avec la Russie. Cet accord n'a été entièrement terminé qu'après midi et a amené le résultat que voici: Les navires chargés de représenter la France à ces fêtes seront de même nature que ceux qui seront chargés de représenter la Russie. Les commandants des deux escadres seront de même grade. Les navires français et les navires russes se rejoindront en vue des côtes allemandes et entront de concert dans les eaux allemandes. Ils jeteront l'ancre côte à côte et se suivront lors de la navigation d'inauguration à travers le canal et quitteront les eaux allemandes en même temps.

Tout a été prévu, même le cas d'une visite de l'empereur Guillaume à bord d'un des navires appartenant à l'une ou à l'autre escadre; tout a été prévu de façon à ne laisser aucune susceptibilité et à bien marquer le caractère de courtoisie internationale de la présence des navires russes et français dans les eaux du canal.

L'amiral Alquier Le Figaro croit savoir que le commandant de l'escadre française sera le contre-amiral Alquier, dont la correction, la droiture, le sang-froid et la situation sociale sont de sûrs garants de la réussite de sa difficile mission.

Nouveaux renseignements Paris, 6 h. soir. L'amiral qui commandera les bâtiments de guerre qui seront envoyés à Kiel n'est pas encore désigné. Il y a une question préalable à régler et sur laquelle le gouvernement n'a pas encore pris de décision, à savoir si cette force navale sera commandée par un vice-amiral ou par un contre-amiral.

Les navires de guerre envoyés à Kiel devront être choisis parmi les unités de l'escadre du Nord. Il est probable qu'ils seront mis sous les ordres, soit du vice-amiral Alquier, commandant en chef de cette escadre, soit du contre-amiral Mésard, commandant en second.

Peu de journaux relativement commentent ce matin la décision du gouvernement. Le Gaulois écrit: Le ministre a décidé l'envoi d'une escadre à Kiel sans en donner, ce serait de déplaire à l'Allemagne, le gouvernement a préféré sacrifier la dignité de la France et faire subir à nos marins la plus cruelle des humiliations.

Après cela, il n'y aura pas de raison pour que le gouvernement ne s'occupe de l'inauguration de l'édifice d'un fort à Strasbourg ou à Metz.

Le Gil Blas: Notre présence à Kiel nous expose à visiter la flotte allemande. Et alors qui fait? La Libre Parole:

Allons jusqu'au bout et sachons accepter l'humiliation en bloc. Licencions notre armée, car il est hors de doute que Guillaume ne va pas se contenter de ce premier et facile succès. Il sera impatient d'avoir en la France aux yeux de Kiel qui il s'empressera de l'inviter ensuite pour les fêtes du vingt-cinquième anniversaire de Sedan.

Le Quotidien illustré: La décision du gouvernement avait produit hier une certaine émotion à la Chambre, et il est à peu près certain qu'une interpellation sera adressée à ce sujet au ministre des affaires étrangères. Nous croyons savoir que si pareille motion se produit, le gouvernement refusera de répondre. Rien, en effet, soit dans les lois constitutionnelles, soit dans les règlements de la Chambre et du Sénat, ne l'oblige à répondre à une interpellation. De plus, une interpellation sur la politique extérieure peut être ajournée indéfiniment, tandis qu'une interpellation sur la politique intérieure ne peut être ajournée qu'un mois.

Le Peuple français: Nous nous inclinons devant une résolution dictée par de sérieuses considérations diplomatiques à travers lesquelles nous ne voyons voir qu'une chose: une nouvelle preuve de l'entente parfaite existant entre la France et la Russie. S'il arrive à nos marins d'être reçus aux fêtes de Kiel une amicale patriotique, l'étendard aimant flottant à côté du nôtre sera là pour rassurer leur fierté et reconforter leur cœur.

La presse allemande Berlin, 5 mars. Les journaux allemands, qui avaient déjà discuté l'éventualité de la participation de la France à l'inauguration du canal de la Baltique, publient la note officielle en l'accompagnant seulement de quelques brèves réflexions.

La National Zeitung accueille avec satisfaction la décision du gouvernement français. Le Tagblatt dit que la grande majorité du public approuvera la décision du gouvernement français, qui produira, paraît-il, la meilleure impression.

Selon le Darsen-Courrier, l'envoi de navires français dans les eaux de Kiel est un acte de courtoisie qui n'altère pas les sentiments assoupis au fond des cœurs français.

La participation de la France à ces fêtes, après l'acceptation de sa part des invitations officielles de l'Allemagne, qui furent faites à l'occasion des obsèques de l'empereur Frédéric, et de la conférence ouvrière, dans la participation de la Russie, pourrait avoir exercé une influence déterminante.

La Gazette de la Croix se félicite de ce que la France se fait représenter dignement à l'inauguration du canal.

OBSEQUES DE M. PERCHER

Paris, 5 mars. Ce matin, à 11 heures, ont eu lieu, rue Vanquelin, les obsèques de M. Percher (Harry Alis).

Le deuil était conduit par MM. Lucien Percher, fils du défunt, et Lessenne, son beau-père. A la levée du corps, les honneurs militaires ont été rendus par un détachement du 15e de ligne.

Le char funèbre, de 3e classe, disparaissait sous un monceau de superbes couronnes, celles qui n'avaient pu y être placées étaient portées à bras. Les principales couronnes avaient été offertes par la rédaction, l'administration, la typographie et le personnel du Journal des Débats, la Compagnie coloniale franco-américaine, le syndicat de la presse bordelaise, le journal la Politique Coloniale, l'Association des Journalistes parisiens, le Comité de l'Afrique française, etc.

Les cordons du poêle étaient tenus par M. J. Dietz, prince d'Arénberg, Théodore Cahu, Rod. Anouilh, député de Seine-et-Oise, et Bourdaux. Dans l'assistance, très nombreuse, qui avait tenu à accompagner le corps jusqu'à la gare d'Orléans, nous avons reconnu M. J. Lessenne, ancien ministre des colonies, Étienne, vice-président de la Chambre, Paul Léon, directeur de l'Agence nationale, Léon Say, Lathion, Eugène et Henri Perière, toute la rédaction du Journal des Débats, les anciens collaborateurs de M. Percher à l'Agence Dalziel, MM. Poubelle,

préfet de la Seine, Joseph Reinach, Bizot, Comte, Féliçien Champsaur, Napoléon Ney, Deloncle, Hébrard, Barrès, général Derecaux, commandant de Castelli, colonel Baudot, Henri Mager, délégué de Diego-Suarez, etc.

Le cortège s'est dirigé vers la gare d'Orléans dans l'ordre suivant: le conseil supérieur des colonies, la Société des gens de lettres, les sociétés coloniales et les invités.

En arrivant à la gare d'Orléans, le cortège s'est dirigé vers la cour des messageries où des discours ont été prononcés par MM. Théodore Cahu, au nom de la Société des gens de lettres; Jules Dietz, au nom de la rédaction du Journal des Débats; le prince d'Arénberg, au nom du comité de l'Afrique française; Landrodes, au nom de l'Association des journalistes parisiens; Tharel, au nom de la Société d'économie industrielle et commerciale; Palissier-Bardoux, au nom de la colonie bourbonnaise de Paris; Amoudu, député de Seine-et-Oise, au nom de la ville d'Etampes.

Voici un passage du discours de M. Tharel: Il est mort; un coup brutal nous l'a enlevé.

En face d'un pareil dénouement, on se prend à dire qu'il faut reléguer aux âges passés, à des milieux moins civilisés, le préjugé barbare dont il a été victime. L'honneur ne peut pas être à la merci d'une épipe plus ou moins expérimentée.

On reste confondu devant ce double malheur. D'un côté, une force considérable inutilement perdue; de l'autre, un malheureux, si ce n'est qui l'a été à quelque sentiment de responsabilité, il a pour toujours perdu le tranquille sommeil et, dans ses nuits troubles, il entendra sans cesse deux enfants lui demander leur père. Nous nous lui demandons notre ami, et la patrie un généreux et fidèle serviteur.

Le corps de M. Percher a quitté Paris par le train de une heure quarante et a été inhumé aujourd'hui à Etampes dans le caveau de la famille Lessenne.

M. Ducoigny et Loustaman défendront devant la Cour d'assises, MM. Paul Bluyssen et André Hallays, qui furent les témoins de M. Percher.

L'Expédition de Madagascar LA DIRECTION DES OPERATIONS

Paris, 5 mars. Le ministre de la marine adresse les instructions suivantes au capitaine de vaisseau Bienaimé, chef de la division navale de l'Océan Indien, à bord du Primauget:

Monsieur le commandant. Conformément à l'avis qui vous a été donné par le câble, le général Metzinger nommé au commandement de l'avant-garde du corps expéditionnaire est parti de Toulon le 27 janvier à bord du Shamrock se rendant à Majunga par la voie de Suva.

Par suite d'une entente intervenue entre les départements de la marine et de la guerre et en vue de définir complètement pour la durée de l'expédition de Madagascar les attributions du commandant en chef et ses rapports avec la marine, les dispositions suivantes ont été arrêtées.

Le général Metzinger a le droit de commandement et de réquisition sur les bâtiments de la division navale dans les cas qui impliquent son concours aux opérations militaires et autres de l'avant-garde expéditionnaire, soit à Majunga, soit sur tout autre point du territoire malgache, qui pourrait entrer dans les vues du général Metzinger d'occuper.

Vous recevrez de cet officier général une délégation permanente pour diriger les opérations de blocus partiel, de saisie de contrebande de guerre, de police, dans le haut territoire, de surveillance dans la mer haute, et pour assurer la sécurité et le ravitaillement de Tamatave, de Diego-Suarez, et de tous les autres points du littoral que le général Metzinger jugerait nécessaires de faire occuper sans s'y rendre personnellement.

Vous êtes autorisé à correspondre directement avec le ministre de la marine pour assurer votre ravitaillement en personnel marin, vivres et matériel et dans les éventualités d'accidents de mer qui nécessiteraient une prompt solution de la Métropole. Pour tout le reste de votre correspondance, vous vous conformerez aux mesures qui auront été édictées soit au Tonkin, soit au Daomey, c'est-à-dire vous la ferez passer sous le couvert du général Metzinger.

Au surplus, dans tous les cas où le lieu de service et l'éloignement le nécessiteraient, cet officier général vous autorisera à correspondre directement avec la métropole sous réserve de lui envoyer une copie de vos lettres.

En conséquence, dès l'arrivée à Madagascar du commandant de l'avant-garde du corps expéditionnaire, vous lui remettrez les pouvoirs civils et militaires dont vous avez été investi par télégramme adressé, le 8 décembre dernier, à M. le Myre de Viliers, par M. le ministre des affaires étrangères après accord avec mon prédécesseur. Vous aurez dès lors à vous conformer aux prescriptions de la présente d'ordre.

Le ministre de la marine. VICE-AMIRAL BERNARD.

LE CHARGEMENT DU « BRINKBURN »

Le Havre, 5 mars. Toulon, le Brinkburn prendra soixante ouvriers français des arsenaux de l'Etat; ces ouvriers auront la mission de monter les canonnières et chalands une fois arrivés à destination. Avant l'embarquement les différents pièces ont subi trois pointages différents, de sorte qu'aucune soustraction n'est possible en cours de route. Outre les canonnières et chalands, le Brinkburn emporte un chemin de fer à voie étroite également démontable et qui doit servir à ravitailler la colonne expéditionnaire dans l'intérieur des terres. L'ensemble du matériel embarqué au Havre a été évalué par le capitaine anglais à 3.000 tonnes cubes; le capitaine pense arriver à Toulon le 15 mars seulement. On attend le 10 mars, un navire steamer anglais qui embarquera le matériel de guerre construit à Saint-Jous, consistant en canonnières. On sait que ce matériel, qui doit être transporté de Saint-Jous,

DÉPART DES TROUPES

Paris, 5 mars. Le général Duchesne et son état-major s'embarqueront le 3 avril à Marseille. Les embarquements seront échelonnés à partir de cette date jusqu'au 27 avril, de façon que les dernières unités du corps expéditionnaire arrivent à Madagascar à la fin du mois de mai.

En attendant, toutes les fractions, constituées à leur point de concentration le 15 mars, seront exercées de façon à présenter toute la cohésion désirable.

SÉNAT

Paris, 5 mars. La séance est ouverte à deux heures et quart, sous la présidence de M. Challemeil-Lacour.

M. Teisserenc de Bord, nouvellement élu dans la Haute-Vienne, est validé. Le Sénat aborde la deuxième délibération du projet sur le service militaire des membres du Parlement.

L'article 1er est adopté. M. Delpech reprend son amendement tendant à ce que les membres du Parlement ne soient tenus à aucune obligation militaire, non seulement pendant les sessions, mais pendant toute la durée de leur mandat.

M. Joseph Fabre combat l'amendement. En dehors des sessions, les membres du Parlement doivent être soumis au droit commun. Ils doivent les premiers se dévouer à la chose publique et ne se soustraire à aucune charge militaire ou autre. (Applaudissements.)

M. Maxime Lecomte soutient au contraire l'amendement et insiste en faveur de son adoption. L'amendement est repoussé à mains levées.

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés, ainsi que l'ensemble de la loi. L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur les abattements publics. Un contre-projet déposé par M. Fresneau est repoussé.

A la discussion prennent part MM. Pauliat, Thévenet, Darbot et Brunet, rapporteur. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

CHAMBRE

Paris, 5 mars. La séance est ouverte à une heure sous la présidence de M. Brisson.

Le GÉNÉRAL. L'hiver exceptionnel que nous subissons a fait cesser tous les travaux qui s'exécutent en plein air. De là, chômage forcé pour d'innombrables ouvriers dont la température en supprimant leur travail a augmenté leurs besoins. La maladie et la mort menacent par l'indigence font de nombreuses victimes, c'est pour l'Etat un devoir d'humanité de venir au secours de ces misères. (Très bien.)

L'orateur dépose une demande de crédit de deux millions qui seront distribués par les soins des préfets. Il demande l'urgence. M. le président du Conseil déclare qu'il y a suffisamment de fonds de secours. Le gouvernement ne manquera pas de demander lui-même des fonds au Parlement si cela est nécessaire. (Très bien! très bien!)

M. Lachèvre se plaint que dans les votes de secours on vise toujours les ouvriers des villes et on oublie les ouvriers des champs qui souffrent de la même misère. La clôture est demandée. M. Fabrot combat.

L'urgence demandée par M. Gauthier (de Clagny) est prononcée mais la discussion immédiate est repoussée par 312 voix contre 100.

Budget de la Guerre

La Chambre reprend la discussion générale du budget de la guerre. M. de Tréveneux critique l'administration supérieure militaire, l'état-major n'existe pas en réalité; il n'y a ni état-major, ni état-major régiment dans les 37 corps administratifs supérieurs militaires. (Applaudissements à droite.)

M. Julien Guion se plaint de la manière dont sont dirigés les ateliers militaires et de la mauvaise surveillance des fournisseurs privés.

L'orateur est partisan de la reconstitution des ateliers réglementaires mixtes, avec emploi de la main-œuvre civile, mais il se borne par l'absence à demander au ministre de la guerre de prendre des mesures pour faire cesser les abus existant. (Très bien.)

M. le ministre de la guerre. — Le ministre étudie la question. Je répondrai plus particulièrement sur le chapitre 34. (Très bien.)

M. Bouteaux se déclare partisan de la réduction du service militaire en l'utilisant pour tous les travaux qui ont fait porter remède au danger qui provient de la déperdition de nos effectifs. On voit les hommes qui ne sont pas dans le rang? A la caserne ou dans le prolongement de la caserne? (Très bien à gauche.)

Le développement des services parasites étouffe le service militaire proprement dit. L'orateur demande la réforme des services auxiliaires.

DISCOURS DE M. JULES ROCHE M. Jules Roche, rapporteur du budget. — On parle beaucoup de l'Allemagne lorsqu'on discute le budget de la guerre et cela s'explique puisque quand on discute le même budget en Allemagne on cite à tout propos la France. Nous avons donc le droit et le devoir d'établir un parallèle entre les budgets de la guerre allemands et français.

En ce qui concerne la question financière on croit généralement que la France dépense plus pour son armée que l'Allemagne pour la sienne. C'est une erreur.

Depuis 1887, tout l'effort des Allemands a tendu sans cesse à organiser la permanence des effectifs et leur plénitude dans chacune des unités qui composent l'armée.

La loi allemande de 1893 a apporté les plus grandes modifications qui aient jamais été apportées dans une armée depuis un siècle. Cette loi a mis à la disposition de l'empire allemand deux armées.

Tout le monde en Europe désire la paix, mais on ne peut fermer les yeux sur la volonté dont fait preuve l'Allemagne lorsqu'elle dit : Ce qui nous faut, c'est prendre l'offensive.

On ne cesse de rappeler aux Allemands que l'effort germanique a formé une partie de la France et que cela donne un sens particulier à la politique générale.

Quelle est maintenant notre situation militaire ? Nous allons le voir.

INCIDENTS. — SUSPENS DE SÉANCES

L'orateur, fatigué, demande une suspension de séance. Le remarquable discours de M. Jules Roche dont nous ne pouvons donner qu'un résumé est fréquemment interrompu par les applaudissements de la majorité et les protestations de l'extrême-gauche.

M. Cluseret crie incessamment : Panama ! Panama !

M. Roussin. — Vous avez ruiné les petits commerçants ! (Bruit.)

Au moment où la séance est suspendue, les attaques redoublent.

Vous êtes une partie de haineux, crie M. Jules Roche à l'extrême-gauche, venez donc apporter vos accusations à la tribune !

Pendant un instant, c'est un véritable tumulte, les altercations sont très violentes.

Le président, la séance étant interrompue, n'intervient pas.

Pendant la suspension, les colloques sont très animés.

La séance est reprise à 5 heures.

FIN DES DISCOURS DE M. ROCHE

M. Jules Roche examine la question de nos effectifs au double point de vue légal et réel.

C'est un paradoxe de soutenir que la loi organique de 1875 a disparu devant la loi de 1889 qui n'a rien changé au système général de l'organisation des forces militaires en France.

On a déterminé des chiffres au-dessous desquels on ne pouvait pas descendre dans les compagnies, dans les escadrons, dans les batteries.

La loi de finances elle-même ne pouvait modifier l'organisation militaire. (Interruptions à gauche.)

Est-ce à dire que la Chambre n'a pas le droit de modifier les effectifs ? Non, certes. La seule manière d'obtenir l'importance de composition des unités d'armée était telle que, si elle avait été modifiée, elle ne pouvait l'être que par une disposition écrite, dans la loi des finances, si l'on veut.

Le droit budgétaire de la Chambre est entier, incontesté, mais si la Chambre veut modifier les effectifs, il faut qu'elle fasse dans une disposition législative et ne fasse pas découler cette modification de simples dispositions de chiffres.

Aujourd'hui, si on veut totaliser les hommes qui doivent être sous les drapeaux, on trouve un total de 569,531 hommes.

Un certain nombre de lois de finances ont accordé des augmentations s'élevant à 10 à 20 hommes. En ce qui concerne la disposition législative, on renforce aussi certains corps sur nos frontières, en prenant les hommes dans les corps de l'intérieur, faute de ressources naturelles. Enfin, on a créé également des quatrièmes bataillons dans nos 18 régiments régionaux sans les doter autrement que par nos ressources intérieures ; cela fait un total de 23,000 hommes.

L'ensemble de nos effectifs sous les drapeaux devrait donc être de 592,531 hommes, en chiffres ronds.

Eh bien ! en est-il ainsi ? Point du tout. L'effectif réel, déduction faite de la gendarmerie, est de 463,000 hommes. En diminuant ce total du chiffre de l'armée d'Algérie et de Tunisie, on arrive au chiffre de 410,000 hommes environ, en face de 570,000 hommes de disponibilités.

Les hommes présents sous les drapeaux, en France, ne le sont pas toute l'année, comme en Allemagne.

Pendant les vacances, les effectifs totaux tombent à 319,000 hommes. Comment veut-on que dans les compagnies où se produisent ces diminutions d'effectif, la vie militaire de nos effectifs puisse s'accomplir avec ses nécessités indispensables ?

Le précédent ministre de la guerre a reconnu la nécessité de mettre fin à un tel état de choses.

Le ministre de la guerre avait demandé pour 1895, les crédits nécessaires pour entretenir 544,000 hommes et, au mois de juin il abandonnait la quantité d'hommes nécessaires pour couvrir le nombre de millions destinés à équilibrer le budget. Eh bien ce n'est pas avec des économies sur les services de la défense nationale qu'on équilibre un budget pas plus qu'on ne l'équilibre avec des économies faites sur la dette publique. (Applaudissements.)

Le précédent ministre de la guerre avait prescrit le renouvellement de 61,000 hommes ; de mesure à mesure rapportée en partie mais elle n'a pas moins fait un mal considérable à l'armée. A cette cure, par suite des circulaires du précédent ministre de la guerre, nos troupes, par l'incorporation des dernières classes, composent une armée soumise au service de six mois.

En Allemagne, il y a 132,000 sous-officiers et caporaux, presque tous rengagés, connaissant par conséquent les hommes de plusieurs classes.

En France, le nombre des sous-officiers et caporaux est de beaucoup inférieur et très peu sont rengagés.

La France ne craint la comparaison avec aucun homme d'aucune race, mais encore faut-il que nos soldats soient organisés, qu'ils soient soumis ensemble dans la main de leurs officiers. (Très bien ! Applaudissements.)

Il ne faut pas que, après avoir en 1870 une armée de soldats manquant de réserves, nous arrivions à avoir une armée de réservistes manquant de soldats.

Les hommes nous inspirent une confiance malheureusement fautive, car ces sacrifices ont été tellement lourds que les quelques millions qu'il faut consacrer chaque année à la défense nationale.

Ce n'est pas la France qui a donné à la politique générale de l'Europe la marche

qu'elle suit aujourd'hui, mais il faut que la France soit sûre de conserver l'intégrité de son territoire.

Toutes les espérances sont permises, à condition de nous tenir assez forts pour attendre le jour où la force s'inclinera devant la raison, devant la justice.

(La péroraison de M. Roche est accueillie par une triple salve d'applaudissements. L'orateur est attendu par ses amis au pied de la tribune, ils lui serrent la main et le félicitent.)

DISCOURS DE M. CAVAIGNAC

M. Cavaignac. — La permanence des effectifs est, d'après M. Jules Roche, ce qui fait la force de l'Allemagne, et mon éminent collègue nous invite à imiter l'Allemagne. Ce serait là un achèvement au retour vers les professionnels du sabre, vers les soldats de métier. On ne saurait accepter un pareil retour en arrière.

M. Cavaignac, aux applaudissements de la gauche, s'efforce de démontrer que les effectifs ne sont pas tout dans l'armée ; un homme intelligent, instruit, courageux, peut en valoir deux. Souvent de grandes batailles ont été gagnées par un effectif moitié plus faible que celui de la puissance vaincue.

L'orateur commence la rectification de certains chiffres énoncés par M. Jules Roche, mais l'heure étant trop avancée, la suite de son discours est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée à huit heures moins un quart.

Séance jeudi.

Autour du Parlement

Paris, 5 mars.

COMMISSION DU BUDGET

La commission du budget a reçu du ministre de la guerre, une lettre l'avisant qu'il demande divers accroissements de crédit sur son budget (au total 2.200.000 francs).

Ces augmentations sont compensées jusqu'à concurrence de 1.500.000 francs par des réductions sur les constructions de l'artillerie.

Ces crédits supplémentaires sont demandés pour les objets suivants : 430.000 francs pour améliorer les services sanitaires, et en particulier pour reconstruire les casernes de Dijon ; 570.000 francs pour subvention aux hôpitaux civils de l'Est qui admettent les militaires ; 200.000 francs pour distribuer des médailles coloniales à 40.000 hommes de l'armée de terre ; 1.000.000 francs de première ressource pour commandes à l'industrie et à l'agriculture françaises pour la fabrication des conserves alimentaires de l'armée.

L'AFFAIRE FAVETTE

La commission de comptabilité, sans discuter l'arrêt de non-lieu rendu sur l'affaire Favette, a décidé d'en demander communication au garde des sceaux, afin d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de demander la restitution au Trésor des sommes indûment perçues.

L'INFANTRIE DE MARINE

Dans sa dernière séance le Conseil des ministres a, on le sait, délibéré sur la question de l'armée coloniale.

Déjà le président du Conseil avait déclaré à la Chambre, il y a quelques jours, que le Gouvernement était favorable à la translation de l'infanterie de marine du ministère de la marine au ministère de la guerre.

Le Conseil des ministres a examiné les moyens d'opérer législativement ce transfert. Il se pourrait qu'au lieu de le prescrire par un projet de loi spécial, le Gouvernement propose à la Chambre d'insérer les crédits affectés à l'infanterie de marine au budget de la guerre.

La question se posera incessamment, le budget de la guerre étant actuellement en cours de discussion.

MOUVEMENT ADMINISTRATIF

Paris, 5 mars.

M. Cotelle, sous-préfet de Mantes, est nommé sous-préfet à Aix, en remplacement de M. Rossignon, appelé à d'autres fonctions.

M. Joulroy, sous-préfet de Nyons, est nommé sous-préfet à Orange, en remplacement de M. Cotti, décédé.

M. Barthou, ancien chef de cabinet du ministre des travaux publics, est nommé sous-préfet de Mantes.

M. Vaquerie, conseiller de préfecture de l'Ain, est nommé conseiller de préfecture des Deux-Sèvres.

M. de Sedelaz, licencié en droit, est nommé conseiller de préfecture de l'Ain.

INFORMATIONS

Paris, 5 mars.

Les voy ges de M. Félix Faure

La municipalité de Perpignan va faire une démarche auprès de M. Félix Faure pour inviter le président de la République à venir présider l'inauguration du monument élevé à la mémoire des Roussillonnais tués pendant la campagne de 1870, et à assister au concours fédéral des sociétés de gymnastique du Midi à la fin du mois de juillet.

Les droits d'accroissement

D'après le Courrier du Soir, le président du Conseil a déclaré qu'il combattrait toute demande de disjonction du droit d'accroissement qui figure dans le projet du budget de 1895.

La France et l'Italie

Le ministre de la marine a communiqué hier soir une dépêche disant que le croiseur le Troude venait de mouiller à Obokci. Ainsi se trouve confirmée la nouvelle donnée il y a huit jours, annonçant que ce croiseur de notre escadre de la Méditerranée avait pour mission d'aller surveiller, de concert avec l'austral russe Marakoff, les agissements de l'Italie du côté de l'Abysinie.

La Question des Octrois

Les contribuables de Commeny devaient avant-hier faire l'application du referendum sur la question de l'octroi. La municipalité socialiste voulait demander s'il y avait opportunité à remplacer les droits sur les fourrages par une surtaxe sur le vin.

Au dernier moment un ordre du gouvernement a interdit cette consultation populaire comme illégale.

Le grand-duc Alexis

A San-Remo, cet après-midi à 3 heures et demie, la dépouille mortelle du grand-duc Alexis Nicolaïewitch a été conduite à la gare pour être transporté directement par train spécial à St-Petersbourg par l'Autriche et la Pologne.

L'après-midi est fixé pour 4 heures. Le corps a été jusqu'à aujourd'hui exposé dans une salle de la villa Garbarino. Il était recouvert de l'uniforme d'officier de marine.

C'est dans une partie de classe au Caucase, que le prince a contracté la peste typhoïde à laquelle il a succombé.

Le départ de Canivet

La Patrie dit que Raoul Canivet n'aurait quitté Paris qu'après avoir appris que le Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur

l'a rayé de la liste de ses membres. Cette radiation aurait eu lieu hier et devait être signifiée sans délai à l'intéressé.

L'Affaire Allez

Samedi, Canivet avait informé M. Doppfer que, avant de quitter Paris, il lui ferait parvenir son désistement dans la plainte en diffamation qu'il avait déposée contre M. Dutailly, du Soir, à l'occasion de l'affaire Allez.

M^e Tézacs, qui fut le défenseur de Canivet devant le tribunal correctionnel, vient de remettre ce désistement à M. Doppfer.

Quant au dossier relatif à l'affaire Allez, il est sur le point d'être définitivement réglé, et il ne saurait tarder à être communiqué au Parquet.

Un non-lieu doit, assure-t-on, intervenir.

L'assistance médicale

Le conseil supérieur de l'assistance publique a tenu sa deuxième séance sous la présidence de M. Sabran, président du conseil général des hospices de Lyon.

Le conseil a continué la discussion du rapport de MM. Dreyfus, Brissac et Rondel sur l'application aux communes qui en font la demande de l'article 35 de la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

On sait que l'article 35 permet aux communes qui en auront l'autorisation de conserver leur organisation actuelle.

Nouvelles Militaires

AVIS AUX RÉSERVISTES

Le ministre de la guerre vient de décider que tous les militaires ayant sept ans de service dans l'armée active sont inscrits cette année, de la période d'instruction de 28 jours.

LES ILLETTRÉS DANS L'ARMÉE

La statistique officielle du recrutement pour 1893 termine par les chiffres suivants : Sur 333.651 hommes admis au tirage au sort, 22.097 ne savent ni lire ni écrire, soit 8,33 pour 100.

Bien que la proportion des illettrés soit en décroissance constante, il n'en est pas moins stupéfiant de constater notre infériorité sur l'Allemagne à cet égard. En effet, ce recensement allemand de la même année ne compte sur 353.117 recrues incorporées, que 617 illettrés seulement, soit 24 pour 10.000, au lieu de 8,33 chez nous.

A L'ÉTRANGER

UN DÉRAILLEMENT

Calcutta, 5 mars. — Le train-poste de l'East-Indian-Railway a déraillé hier à Djoubboulpur. Neuf personnes ont été tuées et un grand nombre blessées. Ce grave accident est attribué à la malveillance.

L'EMPEREUR GUILLAUME

Berlin, 5 mars. — L'empereur Guillaume s'embarquera demain à Wilhelmshaven à bord du cuirassé Electeur-Préside-Guillaume pour visiter l'île d'Heligoland.

L'ANNIVERSAIRE DE M. DE BISMARCK

Berlin, 5 mars. — Les Bismarckiens possèdent activement les préparatifs des fêtes grandioses qu'ils organisent pour le quatre-vingt-troisième anniversaire de l'ex-chancelier. Ils n'ont point réusé toutefois à gagner à leur cause les catholiques et les libéraux. Les uns et les autres viennent de décider qu'ils s'abstiendront de prendre part à la célébration de cet anniversaire.

UNE AMENDE MONSTRE

Rome, 5 mars. — On sait que, pour couvrir le déficit dans la caisse de la Banque romaine, M. Tanlongo avait établi et déposé un chèque de 4,500,000 fr. Ce chèque n'ayant pas été timbré, M. Tanlongo vient d'être condamné à payer une amende de 1,200,000 fr.

L'INDISPOSITION DU CZAR

Saint-Petersbourg, 5 mars. — L'empereur continue à garder la chambre, toutefois son état est bien amélioré et est devenu très satisfaisant.

UN PAQUEBOT EN DÉTRESSE

Naples, 5 mars. — Le paquebot Oroya de l'Orient-Line sortant ce matin du port s'est enlaid sur la plage dite Granili. Sur cent soixante hommes d'équipage et deux cent soixante passagers, soixante-dix ont pu débarquer jusqu'à ce soir à l'aide de bateaux particuliers. Un de ceux-ci a chaviré trois heures de l'Oroya ont été noyés. La tempête persiste. On espère renflouer demain l'Oroya.

LES TROUBLES DE CUBA

Madrid, 5 mars. — Le corps des volontaires de Cuba a offert son concours au gouverneur de l'île pour combattre les rebelles.

Le ministre des Etats-Unis à Madrid a rendu visite à M. Sagasta et lui a offert l'appui sans conditions du gouvernement américain contre les insurgés de Cuba.

Tempa (Floride), 5 mars. — D'après les avis reçus de Cuba, le général Lachambre, chef des troupes gouvernementales, aurait succédé aux suites d'une blessure reçue dans un récent engagement, près de Guantanamo.

LA RÉVOLUTION EN COLOMBIE

New-York, 5 mars. — Le World publie une dépêche de Colon, annonçant que les insurgés colombiens marchent sur la ville, renforcés par un grand nombre de sans-travail provenant des chantiers de Panama. Cinquante rebelles prisonniers, dont 16 officiers ont été libérés.

LA GUERRE SINO-JAPONAISE

Les forces japonaises

Londres, 5 mars.

On télégraphie de Haïtching au Times que les Japonais ont 20.000 hommes sur le Liao-Yang. Les Chinois ont 15.000 hommes à Liao-Yang, 4.000 à Malen-Rei et 12.000 à Moukden.

LI-HUNG-TCHANG

Shanghai, 5 mars.

M. Foster et Li-Hung-Tchang se rencontreront demain à Tien-Tsin et prendront le paquebot pour le Japon, après avoir conféré ensemble sur la situation.

Les Inventions de Crispi

Rome, 5 mars.

Le monde politique a vu avec étonnement une prétendue dépêche de la Riforma, organe de M. Crispi, annonçant que le gouvernement français prenait l'initiative, à l'égard de l'Italie, de pourparlers tendant à une entente commerciale.

On estime que la Riforma, peu en courant de la situation des hommes politiques français, a cru ou voulu voir une invite du gouvernement dans les paroles prononcées par M. Léon Say lors d'un banquet commercial, et transmises par le télégraphe. Mais elle n'a pas pris garde qu'un point de vue économique, M. Léon Say est un opposant, et que ses paroles n'engagent pas le gouvernement.

M. Crispi a trouvé dans le discours de M. Léon Say le prétexte de s'attribuer une victoire sur la France, et de faire croire qu'il avait amené la République à une

avance, que les gens informés considèrent comme invraisemblable et impossible. C'est un argument électoral qui ne peut être pris au sérieux.

ECHOS ET NOUVELLES

Condamnation à mort

La cour d'assises d'Alger a condamné aujourd'hui à mort un indigène nommé Amokrân Nait Said, accusé de parricide. Le crime fut commis le 12 mars 1892, dans les environs de Azazza.

L'accusé alléguait pour sa défense qu'il s'était trompé et avait pris son père pour un malfaiteur.

Amokrân avait déjà été condamné à mort pour participation aux crimes de la bande Aresli.

LA MUSIQUE A PARIS

Concerts Colonne

Très beau programme, dimanche dernier, au Châtelet, chez Colonne. La « Réformation-Symphony » de Mendelssohn. Le concerto en mi bémol de Saint-Saëns, admirablement interprété par M. Delaborde dont on n'a plus à vanter l'impeccable talent, et qui a littéralement enlevé cette superbe partition.

Du nouveau : Musique de scène de « Shylock » par Gabriel Fauré ; son interprète M. Warmbrodt a une véritable voix d'ange ; elle n'a rien de celle d'un ténor ordinaire ; c'est une voix céleste. On lui a fait bisser d'enthousiasme la « Chanson » et le « Madrigal » qui forment la partie vocale de cette œuvre. Les poésies traduites de Shakespeare par M. Haraucourt sont délicieuses ; elles s'harmonisent d'une façon charmante avec cette musique si vague, si poétique et si personnelle.

Oh ! les filles ! Venez les filles aux voix douces

Et plus loin :

Oh ! filles ! Hors l'amour rien n'est pur sur la terre. Et, depuis les soirs d'or jusqu'aux matins rosés, Les morts ne sont jaloux, dans leur paix solitaire,

Que du murmure des baisers !

Ce dernier vers, terminant la mélodie sur la dominante et en descendant, est d'un effet énorme, et divinement poétique.

Je n'en dirai pas autant des « Impressions Fausses » de G. Charpentier, poème de Verlaine. J'admire beaucoup ce jeune auteur, si personnel dans ses « Impressions d'Italie ». Il dégringole, il se traîne dans le boue ; il n'était applaudi que par des filles de Montmartre, et par quelques ratés vides d'idées.

Je n'en veux pas dire plus long : ce poème est grotesque. Il est terrible de voir un si grand talent dépensé en œuvres aussi absurdes.

Le concert se terminait par Stensée de Meyerbeer, et par le « Repos de la Sainte Famille » (Enfance du Christ), interprété par M. Warmbrodt ; on a fait bisser naturellement, je vous dis que cette voix, c'est du rêve ! E. T.

Dramatique Suicide

Paris, 5 mars.

Des passants relevaient, hier matin, à six heures, devant le n° 33 de la rue de Rivoli, le cadavre d'une femme qui avait le crâne broyé et le bras droit fracturé.

Le concierge de la maison reconnut dans cette femme une nommée Louise Viardot, femme assurée, domestique au service de M. Desnouveau, marchand de grains, dont les bureaux et l'appartement sont situés au cinquième étage.

M. L'auvergnat, commissaire de police, fit les premières constatations et conclut à une mort volontaire ; vraisemblablement, Louise Viardot s'était précipitée par la fenêtre du cinquième étage. Mais, en examinant plus attentivement le cadavre, on s'aperçut qu'il avait au poignet gauche deux piqûres, et une entaille certainement faites avec un couteau.

On prit des clefs que la bonne tenait dans sa main crispée et l'on pénétra dans l'appartement inhabité, car M. Desnouveau est en voyage depuis samedi. La première chose qu'on aperçut derrière la porte d'entrée fut un billet de cent francs. L'affaire se corsait.

Dans la chambre de M. Desnouveau, on trouva un couteau à découper taché de sang, un chandelier brisé et un sac de toile contenant 1.080 fr. Des gouttelettes de sang tachaient le parquet, mais il n'y avait pas de désordre dans la pièce.

On crut alors à un crime et l'on fit appel à M. Cochefert, le chef de la Sûreté, après une enquête habilement menée, a pu établir qu'on se trouvait en présence d'un suicide présentant les apparences d'un assassinat.

Louise Viardot était en instance de divorce avec son mari, un sieur Lescurieux, habitant 7, rue Saint-Hippolyte. Bien que les époux fussent séparés depuis longtemps, le bonhomme se trouvait grosse de plusieurs mois au moment de son suicide. Cette grossesse la tourmentait, infligeant sur son état mental au point que dans le quartier on la croyait un peu folle.

Samedi soir, le caissier lui donna, en l'absence de M. Desnouveau, 1.500 francs à garder, comme il le faisait chaque semaine. Or, en comptant l'argent éparé dans l'appartement, on s'aperçut qu'il manquait 200 francs environ à la somme totale. On fouilla les cendres du fourneau de la cuisine, M. Cochefert trouva, à demi-consumé, un récépissé de deux lettres chargées, dont le timbre portait : « Hôtel-de-Ville — 3 mars 95 — 4° levée ».

Au bureau de poste, un employé, M. Vital, se souvint parfaitement avoir reçu, dimanche, deux lettres d'une femme dont il donna le signalement, en tout semblable à celui de la domestique. Il fit des recherches sur ses livres et découvrit que ces lettres avaient été envoyées au nom de Mme Lescurieux, et étaient adressées, l'une à M. Viardot, à Tonnerre, et l'autre à M. Viardot, à Châtillon-sur-Seine. Il est donc à peu près certain que ces lettres contenaient l'argent disparu. Cependant, un point reste inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il y avait eu vol et que la voleuse était la bonne de M. Desnouveau. On put reconstituer la scène du suicide, mais on ne put découvrir comment l'argent disparu avait été remis à son propriétaire. On avait vu un point resté inexplicable. Pourquoi Louise Viardot a-t-elle donné le nom de son mari au lieu du sien ? Peut-être voulait-elle le compromettre dans cette affaire.

On savait donc qu'il